

# Immigration : sous l'influence de la Droite populaire, l'UMP se radicalise

Le parti présidentiel tenait, jeudi 7 juillet, une convention en présence du ministre de l'intérieur

C'est clair, net et décomplexé. Les stratèges de l'UMP n'en démordent pas. « *Le premier tour de la présidentielle se gagnera à droite et il faut franchir le premier tour. Si on a un risque d'être débordé, c'est par le Front national, pas par le centre* », martèle-t-on au siège du parti. Conformément à la ligne tracée par Nicolas Sarkozy et relayée par le ministre de l'intérieur Claude Guéant, la direction de l'UMP entend labourer les terrains de prédilection de Marine Le Pen.

Depuis l'entrée au gouvernement de M. Mariani, les porte-parole de la Droite populaire sont aussi les plus radicaux

Fidèle à ce cahier des charges, l'UMP devait tenir, jeudi 7 juillet, une convention sur l'immigration. Un travail censé nourrir la réflexion du candidat Sarkozy en 2012. Mais, surtout, une piqure de rappel. « *On accompagne les discours de Claude Guéant et on remet un coup de projecteur* », assume l'entourage du secrétaire général, Jean-François Copé.

Cette convention a été préparée en « *co-voiturage* » avec le ministre de l'intérieur. L'UMP prévoit de mettre à son agenda de la rentrée,

fin septembre, un nouveau rendez-vous sur les thèmes de la nationalité et de la citoyenneté. Sa préparation va être confiée à Lionnel Luca, député (UMP) des Alpes-Maritimes et fer de lance de la Droite populaire. En divergence sur la question de la bi-nationalité, celui-ci avait démissionné, lundi, de son poste de secrétaire national à l'immigration de l'UMP. Après s'être entretenu avec M. Copé et avec Christian Jacob, le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, il est revenu, mercredi, sur sa démission.

Au programme de la convention de jeudi, une série de mesures allant dans le sens d'un durcissement du contrôle de l'immigration. À l'automne, il s'agira surtout de réaffirmer l'opposition de l'UMP au droit de vote des étrangers. Autant de jalons sur le « *retour aux fondamentaux* » exprimé par M. Copé au soir de la sévère défaite enregistrée par l'UMP aux élections régionales de mars 2010.

Le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy, le 30 juillet 2010, faisant pour la première fois le lien entre immigration et insécurité, traduisait cet infléchissement. Depuis, l'UMP revient régulièrement sur ces thèmes, que M. Guéant, de son côté, met en musique, comme lorsque, en avril, le ministre de l'intérieur affirmait que la France n'avait pas besoin



d'une immigration de travail supplémentaire.

Une habile répartition des rôles, avec les députés de la Droite populaire jouant les « mouches du coche ». Si la partition est rodée, elle ne fait pas l'unanimité dans la majorité. A plusieurs reprises, le premier ministre, François Fillon, ou le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, ont montré leurs réticences. « *Des postures* », balaie-t-on à l'UMP. « *Si on en fait trop, on va faire monter Jean-Louis Borloo* », s'inquiète cependant un ministre, qui estime que « *les thèmes de la sécurité et de l'immigration seront importants mais ne seront pas les principaux pour gagner en 2012* ». En coulisses, la bataille de la stratégie à mener pour 2012 fait rage.

Créé à l'été 2010, choyé par M. Sarkozy – soucieux de trouver des relais dans la majorité parlementaire –, le collectif de la Droite populaire a acquis une audience significative. Un de ses membres fondateurs, Thierry Mariani, est entré au gouvernement en novembre 2010 et a pris rang de ministre lors du dernier remaniement, en juin. Fort de 44 députés, le collectif a obtenu du ministre de l'intérieur le feu vert sur plusieurs amendements durcissant les conditions d'obtention de la nationalité, par la suite censurés par le Conseil constitutionnel.

Le score réalisé par un de ses porte-parole les plus actifs, Jean-Paul Garraud, à l'élection interne organisée par le groupe UMP, mercredi, pour suppléer Marc Laffineur,

entré au gouvernement, à la vice-présidence de l'Assemblée nationale témoigne de l'influence croissante de la Droite populaire : le député de la Gironde a obtenu 86 suffrages. Le collectif s'est également distingué par ses prises de position contre la suppression des panneaux avertissant de la présence de radars sur les routes ou le mariage homosexuel.

Son succès commence à en agacer plus d'un. Jusqu'au président de la République, parfois. Celui-ci a clairement manifesté à ceux qui voulaient remettre en question la bi-nationalité qu'il n'en était pas question. Non seulement la symbolique est trop proche des positions défendues par le Front national, mais elle irait de plus à rebrousse-poil de nombreux Fran-

çais expatriés, qui possèdent la double nationalité. Une population courtisée par M. Sarkozy en vue des élections de 2012.

L'UMP dépassée par sa droite, pour avoir trop voulu jouer avec elle ? Depuis l'entrée au gouvernement de M. Mariani, les porte-parole les plus actifs de la Droite populaire sont aussi les plus radicaux. Et les moins contrôlables. « *La Droite populaire, ça sert, mais ce n'est pas l'alpha et l'oméga. Il y a des périodes où c'est utile, d'autres moins. On veille à tout cela* », assure l'entourage de M. Copé. Le secrétaire général de l'UMP, en lien avec le président du groupe de l'Assemblée, veut éviter que la « *créature* » ne prenne trop de libertés. ■

Pierre Jaxel-Truer  
et Patrick Roger



# « Sur l'immigration, l'UMP agit comme s'il fallait droguer l'opinion »

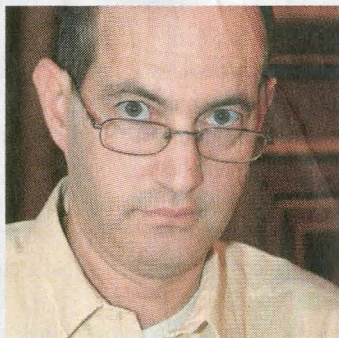
## Entretien

Patrick Weil, historien, chercheur au CNRS, professeur associé à l'université de Yale (Etats-Unis), est spécialiste des questions d'immigration. Il est notamment l'auteur d'*Etre français, les quatre piliers de la nationalité* (L'Aube, 36 pages, 5 euros).

**Quel est votre sentiment sur la convention de l'UMP consacrée à l'immigration ?**

Le parti de M. Sarkozy semble vouloir faire de l'immigration un thème central de sa campagne présidentielle, indépendamment des résultats que cette politique a obtenus jusqu'à présent. Lors de la première convention de l'UMP sur ce thème en 2005, Nicolas Sarkozy avait promis « la rupture » avec une immigration « choisie ». Il a fait croire qu'il pourrait remplacer l'immigration familiale ou d'asile par l'immigration de travail. Il a aussi promis une sélection des immigrés par quotas d'origine géographique, sur le modèle de la politique américaine de l'entre-deux-guerres, abandonnée depuis longtemps.

Il y a échoué. Pire, Claude Guéant s'est déclaré ouvertement hostile à une immigration du travail, rompant ainsi avec la politi-



Patrick Weil. AFP

que qu'il avait lui-même mise en place. La convention de l'UMP n'a donc d'autre intérêt que de signaler la tension permanente qu'elle veut maintenir. Comme si l'UMP pensait qu'il fallait droguer l'opinion à ce sujet en lui fournissant une dose de substance, chaque semaine, différente.

**Avez-vous constaté une évolution de la politique d'immigration depuis 2007 ?**

Je vois deux points principaux d'évolution : le rattachement de tout ce secteur – des visas aux naturalisations en passant par l'asile politique – au ministère de l'intérieur, vieil objectif de Nicolas Sarkozy. Et la « désintégration » de la politique de la nationalité. Le gouvernement a attribué

aux préfets un pouvoir de veto sur les dossiers de naturalisation déposés dans leurs départements, permettant que se mettent en place des politiques différentes selon que l'on habite Nice, Saint-Denis, Strasbourg ou Pointe-à-Pitre. Ce pouvoir des préfets était en vigueur avant-guerre et avait été supprimé par le général de Gaulle à la Libération.

Que les objectifs principaux de Nicolas Sarkozy aient échoué ne signifie pas qu'ils n'ont eu aucun effet. Les préfets ont reçu la consigne de maltraiter les dossiers de regroupement familial ; les immigrés en situation légale ont été fortement déstabilisés, en étant de plus en plus soumis à des renouvellements annuels de leur carte de séjour.

**Parmi les nouveaux thèmes brandis par la majorité : la binationalité. Qu'en pensez-vous ?**

Les Français d'origine étrangère ont déjà été visés par Nicolas Sarkozy dans son discours de Grenoble, l'an passé. Il a parlé de « cinquante années d'erreurs de la politique d'immigration », insinuant ainsi qu'il regrettait que de Gaulle et Pompidou aient fait venir des immigrés d'Afrique et de Méditerranée, comme s'il semblait dire à nos compatriotes issus de cette

immigration : « vous êtes là, légalement, je n'y peux rien. Mais si j'avais pu, vous ne seriez pas là ».

La France a été longtemps, avec le Royaume-Uni, le seul pays à accepter la double nationalité. Elle n'en avait cure, elle y voyait son intérêt, elle avait confiance en elle. M. Sarkozy ne donne jamais l'impression qu'il a confiance en la France. Le paradoxe est que nous étions en avance sur notre temps, car, aujourd'hui, la multinationalité s'est développée. D'abord du fait de l'égalité hommes-femmes : les femmes qui perdaient leur nationalité lorsqu'elles épousaient un homme d'une autre nationalité la conservent dorénavant et leurs enfants héritent de leur nationalité. Ensuite, un Français garde sa nationalité quand il se naturalise à l'étranger : c'est l'intérêt de la France, de son influence dans le monde.

Pour ces Français de l'étranger souvent bi ou multi-nationaux, l'UMP a d'ailleurs pour la première fois fait créer onze sièges de députés. C'est pour les avoir oubliés, ces Français de l'étranger, que M. Goasguen a dû pour l'instant abandonner ses propositions absurdes ou dangereuses d'interdiction de la double nationalité ou d'inscription des doubles natio-

naux sur des registres.

**Autre débat porté, cette fois, par M. Guéant : l'assimilation. Ce concept est-il viable en France ?**

Dans notre République, chacun aspire à l'assimilation, c'est-à-dire à être traité de façon similaire, de façon égale en droit, sans distinction, d'origine, de classe, de couleur, de religion, notamment par le ministre chargé de faire respecter les lois. Or M. Guéant, depuis qu'il est ministre de l'intérieur, ne cesse de faire des distinctions entre Français, selon leur religion ou leur origine. Il viole ainsi l'un des piliers de notre République, le principe d'égalité, qui a toujours été pour la France le principal facteur d'intégration nationale.

La France s'est construite autour de piliers assimilants et unifiants – égalité, laïcité, langue et mémoire positive de la Révolution – qui ont été mis en œuvre dans le respect de notre diversité, et sont aussi une marque de notre histoire. Que M. Guéant s'applique donc à lui-même le principe d'assimilation qu'il reproche aux autres de ne pas respecter, c'est le meilleur service qu'il puisse rendre à la République. ■

**Propos recueillis par Samir Hamladji**